

1980



La sidérurgie européenne est en crise, Etienne Davignon propose un plan de restructuration du secteur, qui suscitera de vives oppositions. Il sera finalement adopté le 31 octobre 1980. © PHOTO NEWS.

1985



L'année des occasions manquées. Un temps pressenti pour devenir président de la Commission, il se voit barré par Jacques Delors. Tenté par une entrée en politique, comme tête de liste à Bruxelles, il évoque cette perspective avec Gérard Deprez, mais elle restera lettre morte. © PHOTO NEWS.

1988



Carlo De Benedetti fait une offre d'achat sur 35 % de la Société générale. C'est le début d'une grande bataille boursière. Avec, à la manœuvre, Etienne Davignon, devenu président. © BELGAIMAGE.

ences

en Belgique Un homme au cœur des plus grandes batailles économiques du Royaume

BENOÎT JULY

Un demi-siècle, au bas mot, au centre de la vie économique du Royaume : tels sont la juste mesure et le juste poids d'Etienne Davignon dont l'emprise sur l'économie belge a démarré bien avant sa conversion au monde des affaires, à la fin des années 80. C'est en effet dans le cadre de ses fonctions de commissaire européen qu'il élabore en 1977 un plan drastique, qui porte son nom, de réduction des capacités de production de la sidérurgie européenne, frappée de plein fouet par les conséquences de la crise pétrolière. Des dizaines de milliers d'emplois seront perdus en Europe, dans un secteur qui dans la foulée ne cessera de se restructurer – la Wallonie y glanera la grande fusion des bassins de Liège et de Charleroi pour devenir Cockerill Sambre (absorbé par ArcelorMittal il y a une vingtaine d'années).

La bataille de la « Vieille Dame »

Mais c'est en rejoignant la Société générale de Belgique et, surtout, en tentant de la préserver de l'offre d'achat lancée par l'homme d'affaires italien Carlo De Benedetti, en 1988, qu'Etienne Davignon deviendra l'autre parrain du capitalisme belge, dans un registre sensiblement différent de celui d'Albert Frère : ce dernier était un capitaliste qui achetait et vendait des participations jusqu'à se rendre incontournable à Paris, alors que Davignon était un homme de pouvoir et de ré-

seaux, bien ancré dans sa belgitude.

La Société générale, surnommée la « Vieille Dame », est alors une holding née avant la Belgique, aux multiples participations mais à la gouvernance nébuleuse. Le résultat des courses est connu : par manque de vision stratégique du capitalisme et des politiques belges, incapables de se mobiliser, la « belle endormie », son autre surnom, tombe dans les mains du groupe français Suez.

Le nucléaire géré à Paris

Vient l'époque du tri dans les multiples actifs du groupe, qui décide de se concentrer sur l'énergie, avec Tractebel pour fleuron. Le cimentier CBR, le groupe maritime CMB, les ACEC à Charleroi, la FN à Liège, diverses entreprises chimiques (Recticel, Union Minière), notamment, sont cédées. Un deal est conclu avec Albert Frère pour que ce dernier troque ses parts dans Tractebel contre celles de la Société générale dans Petrofina (un fleuron du pétrole qui finira quant à lui dans le giron de TotalEnergies). Quant aux actifs « banques et assurances » (la Générale de banque, les AG), ils finiront au terme d'une interminable saga dans les mains du groupe Fortis, qui chutera

quant à lui dans le cadre de la crise financière de 2008, et sera repris par BNP Paribas.

Le pôle énergie ? Probablement la plus belle promesse et le plus beau fiasco de la Belgique, dont le vicomte (qui sera fait comte par la suite) ne parviendra finalement ni à maintenir le patron emblématique, Philippe Bodson, débarqué de Tractebel par le patron de Suez, Gérard Mestrallet, ni les actifs, dont les sept réacteurs nucléaires qui, à la suite de fusions entre groupes français, sont bel et bien exploités, sous la bannière d'Engie, au départ de Paris. L'homme négocie, certes, parvient à arrondir les angles en cas de crise – et elles furent nombreuses – mais ne parvient pas à conserver les « bijoux de famille », au sens où leurs centres de décision quittent Bruxelles.

Je n'ignore pas que certains m'accusent d'avoir vendu toute la Belgique et d'être toujours là. Je vis avec

Etienne Davignon
Ancien commissaire européen

”

De la Sabena

à Brussels Airlines

Vient, enfin, le « sauvetage » de la Sabena, la compagnie aérienne belge qui ne pouvait quant à elle pas être qualifiée de fleuron, tant sa situation financière était dégradée, marquée par une faillite retentissante en 2001. C'est à la demande express de Guy Verhofstadt, le Premier ministre de l'époque, qu'Etienne Davignon

se met en quête de relancer une activité sur ces cendres encore chaudes. Son entregent et son carnet d'adresses, ainsi que ceux de Maurice Lippens, le patron de Fortis, jouent à plein afin, comme il le raconte, d'emmener avec lui des sociétés pour lesquelles il était difficile de « convaincre leur conseil d'administration du bien-fondé d'un investissement qui n'était pas lié à leurs activités ».

Sauveur, mais une fois de plus pragmatique, celui qui deviendra ministre d'Etat ne tarde pas à chercher à adosser la toute jeune et petite Brussels Airlines à un grand groupe : ce sera l'allemand Lufthansa, qui démarrera par une participation minoritaire avant d'en prendre le contrôle total à la fin 2016 – une option dont il a toujours défendu la pertinence avec conviction.

Au final ? Un monument de l'économie belge, assurément, qui a façonné directement le devenir de mastodontes de l'énergie, de la finance ou encore de l'aviation – rien que cela. Et qui a tutoyé ce titre le gratin économique belge et européen, dont il était un des membres éminents. « Je n'ignore pas, bien sûr, que certains m'accusent d'avoir moi-même vendu toute la Belgique et, à la fin, d'être toujours là. Je vis avec », écrivait-il dans ses mémoires en 2019. « C'est une caricature qui n'est pas difficile à supporter, parce que la vérité est nuancée. » Un propos qui résume parfaitement les sinuosités d'un parcours en tous points exceptionnel et, pour tout dire, passionnant.

lippe n'avait enfin rien à voir avec un aveuglement ou l'obsession monarchique d'un noble de l'establishment, mais tout au contraire, la volonté de soutenir un jeune homme qu'il savait très seul, peu soutenu par ses parents, et qui allait être appelé à prendre des fonctions auxquelles on l'avait peu préparé et qu'il fallait aider, écouter, accompagner. Une fois Philippe sur le trône, Davignon se tenait à disposition, mais à distance, dans son « chez lui ».

Son garde-fou absolu dans ce parcours qui n'est pas exempt de lourds moments d'échecs, d'erreurs (la chute de la maison Fortis par exemple), c'est son mentor, Spaak, qui le lui a bien involontairement transmis : le coup de foudre entre sa fille Antoinette et son conseiller est sans doute l'incarnation la plus visible du rejet des convenances et de la liberté d'un homme qui avait tous les attributs extérieurs de l'establishment mais en brisait allégrement les codes. Impossible de regarder la vie de ce « dinosaure » et de ce diable influent qui n'arrêtait pas de sortir des boîtes où certains pensaient l'enfermer, sans considérer la liberté d'action et de pensée jusque dans son intimité, dont Etienne Davignon a fait preuve jusqu'au dernier souffle. Personnage particulier, sans plus aucun équivalent, que celui qui a duré plus de 80 ans, accepté autant d'assumer autant que de défier la raison d'Etat, au service d'une ambition personnelle, indéfectiblement liée dans son esprit à une idée de la Belgique, de l'Europe, de la démocratie et des responsabilités d'un homme face à l'histoire.

en RD Congo Davignon emporte avec lui une part du secret Lumumba

COLETTE BRAECKMAN

La page ne sera donc jamais tournée. Avec la disparition d'Etienne Davignon, c'est un pan de l'histoire de Patrice Lumumba qui disparaît. Et c'est toute une série de proches et membres de la famille du héros de l'indépendance congolaise qui voit s'échapper une possibilité de justice. Une course contre le temps était engagée : la famille de Lumumba, dont son neveu Jean-Jacques devenu lanceur d'alerte, estimait déjà l'année passée que « la Belgique a laissé aux responsables le temps de disparaître ». Ses mots étaient prophétiques.

Haut représentant de l'establishment, Davignon sera resté jusqu'à sa mort dans l'ombre du dossier Lumumba. Le dernier épisode remontant au mois de mars : la chambre du conseil de Bruxelles décide alors de renvoyer l'ancien diplomate devant le tribunal correctionnel de Bruxelles pour le juger de sa participation aux crimes de guerre qui ont mené à l'assassinat de Patrice Lumumba. Davignon avait fait appel de cette décision. Une décision logique tant le comte s'est toujours autoproclamé « spectateur » du drame. Dans *Souvenirs de trois vies*, ses mémoires publiées en 2019, le comte commente le début de la chute de l'ancien Premier ministre, en juillet 1960 : « Si les pays

occidentaux, Belgique évidemment comprise, déploraient sa politique, si l'effondrement des activités économiques inquiétait les milieux d'affaires, les uns et les autres ne seront que les spectateurs du drame. »

Pour comprendre les relations d'Etienne Davignon avec l'Afrique en général et le Congo en particulier, il faut remonter à ses 27 ans. Alors jeune diplomate stagiaire lors de l'indépendance du Congo, il est envoyé comme renfort à Kinshasa, puis à l'ambassade belge de Brazzaville. « Je suis affecté à la

direction de la politique, qui est la direction prestigieuse des Affaires étrangères, à côté du commerce extérieur, des affaires administratives et de la chancellerie. Et là, je suis affecté à la section africaine, qui, elle, est la moins prestigieuse, puisque l'ensemble de la vraie politique africaine – le Congo, le Rwanda, l'Urundi – dépend du ministère des Colonies », détaille encore le diplomate dans ses mémoires. Il incarne alors la jeunesse de l'élite belge au moment où le pays veut préserver son influence en Afrique. Présent à la cérémonie du

30 juin 1960 à Léopoldville, il assiste, témoin direct, à la tension entre le roi Baudouin et Patrice Lumumba, dont le discours marque un tournant dans les relations belgo-congolaises.

Durant les troubles qui ont suivi l'indépendance, Davignon demeure extrêmement réservé sur son rôle lors de la traque et l'assassinat de Lumumba. Dans ses souvenirs, il souligne avoir été subalterne à l'époque, insistant sur le fait que les décisions majeures sur le Congo appartenaient au ministre des Affaires africaines, Harold d'Aspremont Lynden. Davignon affirme n'avoir eu aucune connaissance de la mort de Lumumba au moment des faits.

Tout au long de sa carrière, Davignon éluda les questions sur son implication dans les événements congolais. Finalement, sa trajectoire africaine demeurera éternellement taboue, alors même que cet épisode a constitué le point de départ d'un parcours brillant au cœur du pouvoir belge. Car après le Congo, Davignon deviendra un pilier de la diplomatie belge, puis un acteur incontournable de l'influence européenne et de l'économie du pays.

L'arrestation de Patrice Lumumba le 1^{er} décembre 1960 à Port-Francqui.

© UNIVERSAL HISTORY ARCHIVE.

